

Déclaration de politique étrangère

Déclaration du Gouvernement à l'ouverture du débat de politique étrangère au Parlement, le mercredi 7 février 2001

Traduction non officielle, sous réserve de modifications

Madame la Présidente,

"Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits."

Ainsi s'ouvre la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par les Nations Unies. Tel est le fondement de notre action.

L'objectif est de défendre la dignité, la liberté et la sécurité de tout être humain.

Cette mission apparaît particulièrement importante aujourd'hui. À l'heure d'une économie, d'une information et d'une mobilité planétaires, nous avons plus que jamais besoin de valeurs fondamentales communes pour unir les civilisations et les hommes.

Il s'agit d'entourer l'économie mondiale de règles du jeu mondiales qui assurent des conditions d'équité. Il s'agit de faire contrepoids à un marché sans frontières par des valeurs sans frontières, fondées sur la démocratie et les droits de l'homme. Il s'agit de voir les potentialités, et non les menaces, qu'implique la mobilité accrue des personnes. Et il s'agit de lutter contre la pauvreté.

La politique étrangère intégrée de la Suède doit converger vers ces objectifs.

Cette approche globale est également à la base du rapport sur "Une mondialisation plus équitable" et de la commission d'enquête parlementaire qui présentera cet automne son rapport sur une politique suédoise intégrée pour le développement mondial.

Le gouvernement s'emploiera résolument à faire avancer ces questions dans l'Union européenne, à l'ONU, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à la Banque mondiale. Toutes les nations et toutes les enceintes se doivent de coopérer pour faire prévaloir les potentialités bénéfiques de la mondialisation, et éviter qu'elle ne conduise à l'élargissement des fractures.

L'instrument majeur, pour la Suède, est l'Union européenne. L'Union est devenue un acteur essentiel de la politique étrangère et de sécurité.

La Suède exerce actuellement pour la première fois la présidence de l'Union européenne. Notre mission est, dans l'intérêt de toute l'Union, de faire avancer son action et d'être sa voix à l'extérieur.

Notre présidence coïncide avec des défis majeurs pour l'Union. Il faut lutter contre la dégradation de l'environnement, réaliser le plein emploi, intensifier la lutte contre la xénophobie. Beaucoup de ces questions ont un impact direct pour les citoyens et illustrent l'imbrication des politiques intérieure et extérieure.

De tous ces enjeux, le plus important est l'élargissement. Il n'est pas de question qui soit plus déterminante pour l'avenir de l'Union et le développement de l'Europe. C'est par ce moyen que nous ouvrirons la voie de la liberté, de la démocratie et de la prospérité dans toute l'Europe. C'est par ce moyen que nous réunifierons l'Europe de l'Est et de l'Ouest. C'est par ce moyen que notre voix deviendra encore plus forte dans le monde, en faveur de nos valeurs communes.

Nous donnons la priorité à l'élargissement – et à la paix. Nous voulons œuvrer pour une percée politique dans les négociations, et pour un traitement équitable de tous les pays candidats. Le programme pour la suite des travaux trouve un large soutien dans l'Union européenne, et le traité de Nice nous donne les bases institutionnelles requises. Nous adhérons pleinement aux conclusions du Conseil européen de Nice, qui prévoient que l'Union doit être en mesure d'accueillir de nouveaux membres à partir de la fin de 2002.

Nous donnons la priorité à l'emploi – et à la croissance. Au Conseil européen de Stockholm, nous baliserons la voie d'une Union à l'économie forte où règne le plein emploi. Pour cela, il ne suffit pas de réformes économiques et d'initiatives en faveur de la création d'entreprises. Il faudra en outre gérer le vieillissement démographique et la diminution de la population active dans l'Union, et créer une société de la connaissance où chacun aura sa place, sous le signe de l'égalité des chances. Une société qui pourra servir de modèle aux autres dans une économie globale.

Nous donnons la priorité à l'environnement – et à l'avenir. Au Conseil européen de Göteborg, nous adopterons une stratégie pour le développement durable. Parmi les priorités figurent le climat et les produits chimiques. Ce travail donnera de plus à l'Union une plate-forme pour son action environnementale à l'échelle du monde.

L'Union européenne du futur doit être une Union des citoyens où il sera possible de suivre et d'infléchir les décisions. La Suède y travaille énergiquement. C'est pourquoi nous nous félicitons de la mission qui nous a été assignée à Nice, lancer un débat paneuropéen sur l'avenir de l'Union. En coopération avec la Belgique et la Commission, et avec la participation du Parlement européen, nous préparons en ce moment diverses initiatives, par lesquelles nous espérons impliquer le plus grand nombre possible d'intervenants, dans les pays membres comme dans les pays candidats. Les Parlements tiendront une place de premier plan dans ce débat.

L'Union européenne du futur doit être aussi une Union des consommateurs, avec une sécurité alimentaire accrue, une meilleure protection des consommateurs et le parachèvement du marché intérieur.

Il importe que l'euro soit une réussite et que l'introduction des billets et des pièces s'effectue en souplesse. La question de la participation suédoise à l'Union économique et monétaire sera soumise au peuple suédois.

La Suède veut instaurer une politique de l'asile et des migrations humaine et solidaire au sein de l'Union européenne, et un meilleur partage des responsabilités entre les pays membres. Notre objectif est une Europe ouverte sur le monde.

Nous travaillerons avec détermination, et dans l'intérêt de toute l'Union, à faire progresser ces dossiers – parmi d'autres.

Madame la Présidente,

La Suède conduit actuellement la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, qui est devenue au fil des années un volet essentiel de la coopération européenne. Quinze pays unis autour d'un même message et des mêmes initiatives sont un gage de force et d'impact.

Une tâche importante est d'amener l'Union à parler davantage d'une même voix dans son action extérieure.

La nouvelle convention de Cotonou conclue entre l'Union et soixante-dix-sept pays en développement peut servir d'exemple. Elle allie le dialogue sur la démocratie et les droits de l'homme à l'action pour l'égalité entre femmes et hommes, au souci de l'environnement et à la promotion des échanges commerciaux au niveau régional – le tout dans le but de lutter contre la pauvreté et de jeter les bases d'un développement durable.

C'est ainsi que nous voulons continuer de travailler.

Nous voulons aussi tirer parti du fait que l'UE est aujourd'hui l'un des plus éminents défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme dans la communauté internationale. Elle le manifeste par les critères qu'elle impose aux pays candidats, la Turquie par exemple. Elle le manifeste encore dans le cadre de son dialogue avec les pays tiers et par l'action commune à l'ONU, au Conseil de l'Europe et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

La promotion de la démocratie et des droits de l'homme est et restera une pierre angulaire de la politique étrangère suédoise.

Le siècle nouveau a vu des avancées importantes pour les droits de l'homme. Une Cour pénale internationale est enfin en voie de constitution, et de plus en plus de criminels se voient demander raison de leurs actes par les tribunaux nationaux.

Mais il reste beaucoup à faire.

C'est le cas de la lutte contre la peine de mort. Alors que le reste du monde s'achemine vers son abolition, des pays comme la Chine, les États-Unis et l'Arabie saoudite maintiennent ce châtiment inhumain.

C'est le cas de la lutte contre la torture. Dans le monde entier, des gouvernements continuent de braver l'interdiction de ces pratiques barbares. En tant que pays de la présidence, nous renforcerons la contre-offensive de l'Union.

C'est le cas aussi de la lutte contre la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants. Les gouvernements doivent en faire davantage pour venir à bout de ce nouvel esclavagisme.

La démocratie gagne du terrain partout dans le monde. Le changement de régime en République fédérative de Yougoslavie en est un exemple particulièrement réjouissant. En même temps, l'oppression politique perdure dans des pays comme Cuba, l'Irak ou la Biélorussie.

La Suède et l'Union européenne continueront de parler haut et fort pour tous les droits de la personne humaine.

La Convention de Genève sur le statut des réfugiés aura cinquante ans cette année. La nécessité de renforcer le droit d'asile au plan international sera au centre de l'attention. Nous continuerons d'œuvrer pour que davantage de pays assument leurs responsabilités envers les réfugiés et envers les autres personnes ayant besoin de protection.

Le commerce, instrument de coopération, peut faire progresser l'équité.

C'est pourquoi les pays doivent être plus nombreux à ouvrir leurs frontières au commerce et aux investissements. Les pays riches ont une responsabilité particulière à cet égard. La Suède agit pour que l'Union européenne accorde au plus tôt l'exemption des droits de douane aux quarante-huit pays les plus pauvres du monde.

Le commerce mondial doit reposer sur des règles du jeu équitables. C'est pourquoi la Suède œuvre pour un nouveau cycle de négociations dans le cadre de l'OMC, et pour le soutien aux intérêts des pays en développement. Notre objectif est un système réglementaire élaboré qui ouvre le commerce mondial à tous. Les règles commerciales doivent être en concordance avec les conventions internationales pour l'environnement. L'OMC se doit par ailleurs de promouvoir les droits de la personne dans la vie au travail.

La Suède s'emploie à faire accéder davantage de pays à l'OMC. Elle soutient la candidature de la Chine. L'entrée dans l'OMC sera un élément bénéfique pour le processus de réforme de ce pays. Nous soutenons également les efforts de la Russie pour s'intégrer dans l'économie mondiale et devenir membre de l'OMC.

La Suède doit avoir une position forte dans une économie internationalisée. C'est pourquoi nous devons agir sans cesse pour renforcer la concurrence, en Suède comme sur les marchés étrangers. Dans le cadre de cette action, nous intensifions la promotion du commerce et des investissements, en mettant l'accent sur des secteurs tels que les technologies de l'information et les biotechnologies. Le gouvernement, de plus, mise résolument sur la promotion des exportations et présentera ce printemps un projet de loi sur le Centre suédois du commerce extérieur.

La coopération au développement est un instrument des droits de l'homme et de la démocratie.

L'Union est le premier pourvoyeur mondial d'aide au développement. Cette ressource doit être utilisée de manière efficace et utile. La Suède travaille à faire de l'Union un champion de la solidarité et de la justice, et un puissant instrument de lutte contre la pauvreté. L'objectif est de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015 – un objectif auquel les gouvernements du monde ont adhéré.

Le gouvernement tient à améliorer non seulement les ressources, mais aussi l'influence et la liberté d'action des pauvres. La coopération au développement doit promouvoir les droits de la personne humaine, la démocratie, la croissance et une distribution équitable du pouvoir et des ressources.

Nous agissons en outre pour que l'Union européenne joue un rôle constructif dans toutes les conférences et réunions organisées cette année par l'ONU. Toutes ont un même objectif : combattre la pauvreté et mettre en place des structures et des partenariats pour un développement économique à long terme qui soit bénéfique pour les pauvres – femmes, hommes et enfants. Ce sont là des pas importants vers la réalisation des droits économiques et sociaux.

L'aide suédoise au développement augmente rapidement, par l'effet de la croissance en Suède, mais aussi en pourcentage du PNB. Le gouvernement confirme sa volonté d'atteindre l'objectif d'un pour cent.

Ces moyens accrus serviront entre autres à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, à alléger la dette et à lutter contre le VIH/SIDA. Nous voulons en outre améliorer l'accès des pauvres aux technologies de l'information, soutenir la coopération régionale entre pays en développement et clarifier le rôle de l'aide dans la prévention des conflits.

Il faut prévenir les conflits pour faire place au développement et à la justice.

Les tragédies des Balkans, et l'impuissance de l'Europe à agir à temps, montrent clairement la nécessité d'interventions rapides pour éviter que la guerre ne devienne un fait. C'est dans ce contexte que s'inscrivait l'initiative suédo-finlandaise qui a fait de la gestion de crise une mission de l'Union européenne.

Les structures de gestion de crise de l'Union ont été définies au Conseil européen de Nice. C'est maintenant à la Suède de prendre le relais pour travailler à doter l'Union d'une capacité de base en matière de prévention des conflits et de gestion des crises. La capacité de l'Union peut apporter une importante contribution à la paix et au respect du droit international.

Les points de départ de notre action sont notamment les suivants :

L'Union européenne a un fort potentiel de prévention des conflits. Nous voulons renforcer cette capacité. De par ses dimensions et de par le projet de paix qu'elle a été dès son origine, l'Union peut jouer un rôle important pour prévenir les conflits armés, y compris dans le reste du monde. C'est pourquoi nous agissons pour faire adopter lors du Conseil européen de Göteborg un programme comportant des propositions concrètes pour améliorer l'action de l'Union en matière de prévention des conflits.

Il est rare que les actions de gestion des conflits soient exclusivement militaires. Nous adoptons par conséquent une approche intégrée de la gestion de crise, civile et militaire, propre à prévenir les conflits. Il importe par ailleurs d'agir pour une coordination avec l'aide au développement dans toutes ses phases.

Pour agir, il faut des instruments. La contribution de chaque pays en capacités civiles et militaires est enregistrée dans un catalogue commun. Cela permet d'identifier les ressources qui peuvent être rapidement mises en œuvre en cas de crise. L'inventaire des ressources militaires a eu lieu cet automne. La Suède conduit maintenant un travail correspondant dans le domaine civil. Elle est également responsable de la mise au point des modalités de la coopération entre l'UE et l'OTAN.

Dans l'avenir, les interventions majeures en cas de crise seront vraisemblablement gérées par l'ensemble de la communauté internationale. L'ONU et son Conseil de sécurité assument la responsabilité globale de la paix et de la sécurité. La gestion de crise de l'Union doit se faire conformément à la Charte des Nations Unies et pouvoir être mise au service des actions de l'ONU comme de l'OSCE. La Suède travaille à faire en sorte que l'Union construise sa gestion de crise en étroite coopération avec les Nations Unies. Les actions de rétablissement de la paix requièrent un mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les interventions conduites par l'UE se décident à l'unanimité des États membres. Il appartient à chaque pays de décider de sa participation.

Il est utile par ailleurs de préciser ce que n'implique pas la gestion de crise européenne:

Elle n'implique ni engagement de défense mutuel, ni constitution d'une armée européenne. L'UE n'est pas une union de défense. Et elle n'est pas un club fermé. La coopération est ouverte également à la participation de pays tiers.

La paix doit être défendue, par le désarmement et le contrôle des exportations d'armements.

La Suède et l'Union européenne travaillent à empêcher la dissémination incontrôlée des armes légères, par exemple par le biais du commerce illégal. Nous souhaitons que la Conférence des Nations Unies sur les armes légères qui aura lieu cet été adopte un programme d'action privilégiant le contrôle des exportations, la coopération internationale et l'aide spécifique aux pays exposés.

Le gouvernement poursuivra son action pour le désarmement nucléaire. Nous entendons veiller à ce que les engagements pris lors de la conférence sur la non-prolifération soient remplis. Un objectif d'étape est l'entrée en vigueur du traité sur l'interdiction des essais nucléaires. Un autre est de parvenir à un accord interdisant la production de matériel fissile pour les armes nucléaires. Un troisième est d'encourager le désarmement dans le domaine des armes tactiques. Nous continuerons aussi à agir par le biais de l'initiative New Agenda, pour amener les États dotés d'armes nucléaires et le reste de la communauté internationale à prendre les treize mesures pour le désarmement sur lesquelles nous sommes tous d'accord.

Nous exhortons les États-Unis à considérer les suites qu'aurait le développement d'une défense antimissiles nationale pour l'action en faveur du désarmement et de non-prolifération, et en conséquence à renoncer à ce projet.

La lutte contre les armes biologiques doit se poursuivre. Nous nous employons cette année à améliorer l'efficacité de la convention au moyen d'un mécanisme de contrôle.

Une autre contribution importante à l'action pour la paix est un contrôle renforcé du commerce de matériel de guerre, de même que du commerce de la technologie des armes de destruction massive. La Suède applique une politique rigoureuse dans ce domaine et s'emploie à faire prévaloir la même ligne au plan international.

Madame la Présidente,

Depuis 1992, la politique de sécurité de la Suède se résume dans la formule suivante : "La non-participation de la Suède aux alliances militaires visant à lui permettre de rester neutre en cas de guerre dans son environnement proche, demeure. »

Il est souhaitable aujourd'hui, à notre sens, de revoir cette formule. À cet effet, nous avons invité tous les partis représentés au Riksdag à des consultations sur ce thème. Notre aspiration est de susciter un large débat, et un large consensus, autour d'une meilleure définition de notre ligne de politique de sécurité.

Notre intention n'est pas d'abandonner la non-participation aux alliances militaires.

La non-participation aux alliances militaires est un atout pour la Suède et jouit d'un large soutien auprès de la population suédoise. Elle assure notre liberté d'action. Elle contribue à réduire le risque de conflits et de tensions dans notre partie de l'Europe. Elle nous permet de jouer un rôle moteur dans l'action pour le désarmement nucléaire.

Tout cela constitue le fondement de nos options de politique de sécurité. Nous attendons avec intérêt ces consultations, que nous espérons pouvoir engager ce mois.

Le rôle des Nations Unies s'accroît à l'ère de la mondialisation.

La force de l'ONU réside dans l'exceptionnelle ampleur de son registre, tant par le nombre de ses membres que par ses activités. La Suède continuera d'œuvrer pour qu'elle se modernise et devienne plus efficace.

Il est nécessaire de renforcer les capacités des Nations Unies dans le domaine de la paix et de la sécurité. Il nous faut tirer les enseignements du Rwanda et de Srebrenica. C'est ce que fait le rapport Brahimi. Il appelle à une coordination entre États membres, qui leur permette de mettre rapidement des personnels de maintien de la paix à la disposition de l'ONU. Il souligne par ailleurs la nécessité d'adapter l'ONU aux missions complexes d'aujourd'hui, au Kosovo et au Timor Oriental.

La Suède soutient les propositions du rapport et œuvrera pour qu'elles soient rapidement mises en œuvre. Le resserrement de la coopération entre l'Union européenne et l'ONU peut être une importante contribution à une meilleure coordination, tant en matière de maintien de la paix que d'aide.

Les sanctions sont un autre domaine en débat et en évolution. Des sanctions ciblées, efficaces, doivent s'attaquer aux détenteurs du pouvoir sans frapper la population civile. De telles sanctions, cependant, se sont avérées difficiles à mettre en œuvre. La Suède est disposée, dans la seconde moitié de cette année, à assurer la coordination d'un projet international sur les sanctions ciblées, avec la participation d'un large cercle de pays, du Secrétariat des Nations Unies, de chercheurs et d'organisations non gouvernementales.

L'OSCE joue un rôle important pour la sécurité européenne, grâce à ses larges activités de terrain, à son Haut Commissaire pour les minorités nationales et à son action normative. L'un de ses grands principes est le droit pour chaque pays de choisir lui-même ses orientations de politique de sécurité. Dans le cadre de la présidence de l'Union, la Suède se concentre sur le développement de la coopération avec l'OSCE dans le domaine de la gestion civile des crises et de la prévention des conflits. L'intention est de pouvoir employer les ressources de l'UE dans les missions de l'OSCE.

Madame la Présidente,

La politique étrangère de la Suède a une triple force qui procède de son identité nordique, européenne et mondiale. Notre but est de développer constamment chacune de ces dimensions, et d'améliorer leur jeu conjugué.

Nous voulons continuer de promouvoir et d'approfondir l'intégration dans la région nordique, notamment en réduisant et en éliminant davantage d'obstacles aux frontières.

Il importe de poursuivre la coopération autour de la Baltique. La conjonction de jeunes économies de marché et d'États de bien-être mûrs a abouti à créer une solide base de développement, et l'une des régions les plus dynamiques d'Europe. La politique suédoise pour la région de la Baltique a pour objectif de soutenir le développement durable, la justice sociale et l'approfondissement de la démocratie. Elle doit en outre renforcer la position des entreprises suédoises dans la région et faciliter les contacts entre les personnes et les organisations.

Nous voulons faire de même dans le cadre du Conseil euro-arctique de Barents, dont la Suède exercera la présidence en mars.

La Suède continuera de soutenir l'intégration de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie dans son environnement proche. Cela vaut également pour la Pologne. Parallèlement, nous porterons progressivement un intérêt accru à la coopération bilatérale avec la Russie et l'Ukraine. Ce printemps, nous présenterons un projet de loi pour la suite de la coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale.

Nous aspirons à une coopération approfondie avec la Russie à tous les niveaux et dans tous les domaines. Dans le cadre de la coopération entre l'UE et la Russie, qui se fonde en grande partie sur les travaux liés à la dimension septentrionale, nous entendons intensifier le dialogue politique et engager une action concertée pour la prévention des conflits, la gestion de crise, le désarmement et la non-prolifération. Nous tenons également à mettre particulièrement en exergue des questions telles que l'environnement, la sûreté nucléaire et la lutte contre la criminalité organisée. De plus, nous agissons en vue d'une pleine intégration, à terme, de la Russie dans le commerce mondial.

Mais nous nous devons aussi de réagir quand la situation apparaît préoccupante. Le conflit de Tchétchénie doit prendre fin. Pour cela, il faut une solution politique. Il faut aussi que des enquêtes soient ouvertes sur les exactions commises et que les responsables soient traduits en justice.

Le lien transatlantique, et le maintien d'un rôle américain fort en Europe et dans notre environnement proche, sont d'une grande portée pour la sécurité de la Suède aussi bien que de l'Europe.

Dans le cadre de la présidence de l'UE, la Suède tient à renforcer les relations avec les États-Unis et le Canada. Fondée sur une grande communauté de valeurs, la coopération transatlantique représente les plus importants flux d'échanges commerciaux et d'investissements du monde. Les sommets européens du printemps avec les États-Unis et le Canada devraient être mis à profit pour approfondir cette coopération.

Le processus de paix au Moyen-Orient est entré dans une phase nouvelle depuis qu'hier Ariel Sharon a été élu Premier ministre d'Israël. La Suède et l'Union européenne partent de l'idée que les efforts de paix se poursuivront. Nous affirmons dans une déclaration que l'Union est prête à poursuivre son soutien au processus de paix.

Il faut que les négociations reprennent aussitôt que possible. Lorsque cela se fera, il est essentiel que les parties fassent fond sur les accords déjà conclus et les résultats déjà obtenus.

Un accord de paix doit reposer sur le droit international, et notamment les résolutions pertinentes – 242 et 338 – du Conseil de sécurité, le principe « paix contre territoires » et l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force. Il doit inclure également la création d'un État palestinien démocratique, viable et pacifique.

Le résultat final doit être une paix juste et durable. Une paix qui implique des frontières sûres et reconnues pour tous les États de la région, et qui normalise leurs relations.

À court terme, les parties doivent tout faire pour éviter les actes de violence qui risquent d'aggraver encore la situation précaire dans la région. La Suède et l'Union européenne continueront par ailleurs de suivre attentivement la politique israélienne de peuplement.

Les Balkans restent une priorité. La paix et la démocratie gagnent du terrain, mais nous devons être prêts à connaître des reculs. Des questions complexes liées à la structure fédérale de la Yougoslavie restent à résoudre, de même que le futur statut du Kosovo et du Monténégro. Les minorités doivent être mieux traitées et les réfugiés doivent se voir donner la possibilité de retourner dans leurs foyers.

L'engagement de la Suède reste considérable dans les Balkans. Le bataillon suédois et les policiers suédois au Kosovo en sont des exemples concrets.

La poursuite des violences en Colombie est profondément alarmante. En tant que pays de la présidence, la Suède veut intensifier les efforts de l'Union pour contribuer à une paix durable. Le soutien suédois au processus de paix sera également renforcé, entre autres par un accroissement de la coopération pour le développement.

Le conflit en République démocratique du Congo est une menace pour la paix et le développement de toute la région ; c'est aujourd'hui la plus grave des crises africaines. La Suède s'emploie à amener les parties à respecter les accords de paix de 1999.

Dans le courant du printemps, la Suède présentera des propositions concrètes sur ce que peut faire l'Union pour renforcer à long terme la capacité de l'Afrique à prévenir et résoudre les conflits armés. Dans le cadre de ces travaux, une réunion informelle s'est tenue en décembre à Stockholm entre ministres nordiques et africains des affaires étrangères.

L'évolution de la situation dans la péninsule coréenne est extrêmement encourageante. La Suède place de grands espoirs dans le rapprochement entre la Corée du Nord et du Sud. Elle espère aussi voir le dialogue entre le régime et l'opposition en Birmanie produire des résultats – des résultats qui conduisent à la restauration de la démocratie et mettent fin à de longues années d'oppression.

Madame la Présidente,

Les dissidents sont emprisonnés en Chine. Les tribunaux sont détournés à des fins politiques en Iran. Le mécontentement populaire et les manifestations sont brutalement réprimés en bien des points d'Afrique, et tout récemment en Tanzanie.

Chaque jour, d'innombrables violations des droits de l'homme sont commises.

Mais en même temps, il devient plus difficile pour les responsables de dissimuler leurs crimes. À l'ère de l'internationalisation, le monde se rétrécit, et le mal accompli devient visible aux yeux d'un plus grand nombre.

La mondialisation donne de surcroît de meilleures possibilités d'exercer une influence et de diffuser le message de l'égalité de tous les êtres humains en droits et en dignité.

Notre politique étrangère et notre présidence de l'Union européenne doivent tendre à promouvoir une mondialisation équitable, une Europe des citoyens et une évolution favorable dans notre environnement proche.

Nous mènerons cette action sur la base d'une communauté de valeurs démocratiques, par le pluralisme et par un large dialogue.

Nous le ferons à Nyköping, à Bruxelles et dans les campagnes d'Amérique latine. La dignité humaine est une et unique partout dans le monde.